

Tarifs, taux, rémunérations, plafonds, retenues sociales et quotités saisissables en vigueur

| | | |
|-----|---|----|
| 1. | SMIC et minimum garanti (montants au 01/01/2021)..... | 2 |
| 2. | Assurance chômage (montants au 01/07/2020)..... | 3 |
| 3. | Rémunération de formation Pôle emploi (RPFE, montants au 01/07/2018) | 5 |
| 4. | Régime public de rémunération des stagiaires (RPS, montants au 01/07/2018)..... | 6 |
| 5. | Minima sociaux (montants au 01/04/2020) | 7 |
| 6. | Personnes handicapées (montants au 01/04/2020) | 8 |
| 7. | Aides à l'insertion par l'activité économique – IAE (montants au 01/01/2020)..... | 8 |
| 8. | Activité partielle (montants au 01/01/2021) | 8 |
| 9. | Assurance des créances des salariés – AGS (montants au 01/01/2021)..... | 9 |
| 10. | Barème des quotités saisissables ou cessibles des salaires (montants au 01/01/2021)..... | 10 |
| 11. | Rémunération des contrats de professionnalisation et d'apprentissage (montants au 01/01/2021) | 11 |

1. SMIC et minimum garanti (montants au 01/01/2021)

| | Montants |
|---|--|
| SMIC brut Métropole, DOM sauf Mayotte, Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin | Taux horaire : 10,25 € |
| | Montant mensuel : 1 554,58 € (En application de la formule : $35 \times 52/12 \times 10,25$ ou selon la formule retenue par l'employeur sur la base de 35 heures hebdomadaires) |
| SMIC brut Mayotte | Taux horaire : 7,74 € |
| | Montant mensuel : 1 173,27 € |
| Minimum garanti | 3,65 € |

2. Assurance chômage (montants au 01/07/2020)

| | Montants | Remarques |
|--|---|--|
| Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) Métropole, DOM (sauf Mayotte), Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin | - Soit 12,05 € + 40,4 % du SJR - Soit 57% du SJR (Selon la formule la plus avantageuse pour le DE par rapport au salaire journalier de référence - SJR) | Le montant journalier ne peut excéder 75 % du SJR. Allocation minimale = 29,38 € (mini ARE) Mayotte : allocation minimale = 14,68 € |
| ARE-Formation (ARE-F) Métropole, DOM (sauf Mayotte), Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin | Montant brut de l'ARE, avec un montant minimal de 21,04 € (mini formation) | L'ARE-F est versée dans la limite des droits à l'ARE. Mayotte : Montant brut de l'ARE, avec un montant minimal = 10,52€ |
| Aide de fin de droits | Montant égal à 27 fois le montant de la partie fixe de l'ARE (soit 12,05 x 27 = 325,35 €) | Pour le DE dont les droits à l'ARE prennent fin et qui ne bénéficie pas de l'ASS pour un motif autre que la condition de ressources. |
| Rémunération de fin de formation (RFF) | Métiers en tension concernés (pour lesquels il existe des difficultés de recrutement) ; Montant égal au dernier montant journalier de l'ARE ou de l'ASP perçu, avec un montant maximum mensuel de 652,02 €. | Pour le DE en cours de formation qui épuise ses droits à l'assurance chômage (ARE ou ASP). |
| Allocation de sécurisation professionnelle (ASP) | En fonction de l'ancienneté du salarié : - au moins un an : 75% du SJR - au moins d'un an(ASP-ARE) : allocation équivalente à l'ARE. | Le montant minimal de l'ASP ne peut être inférieur au montant de : - l'ARE que le DE aurait perçu s'il avait refusé le CSP, - de l'ARE-F minimale L'ASP ne peut excéder l'AJ brute maximale prévue au titre de l'ARE. |
| Allocation d'accompagnement personnalisé (AAP), Versée dans le cadre du Parcours d'accompagnement personnalisé (PAP). | En fonction de l'ancienneté du salarié : - au moins un an : 70% du SJR. - moins d'un an (AAP-ARE) : allocation équivalente à l'ARE. | Le montant minimal de l'AAP ne peut être inférieur au montant de l'ARE que le DE aurait perçu s'il avait refusé le PAP. L'AAP ne peut excéder l'AJ brute maximale prévue au titre de l'ARE. |

Plafond de l'assurance chômage (01/01/2021) : **13 712 € /mois**, en application de la formule : 4 x 3 428 € (plafond mensuel de la sécurité sociale) et **164 544 € /an**.

Retenues sociales sur l'ARE :

| | Taux | Assiette | Remarques |
|---|--------|---------------------------------|--|
| CSG (Contribution sociale généralisée) | 6,20 % | 98,25 % de l'ARE ⁽²⁾ | Les retenues au titre de la CSG et de la CRDS sont effectuées lorsque le montant de l'allocation brute est supérieur ou égal à 51€. En deçà de cette somme, le DE peut en être exonéré. Il peut également l'être en fonction de sa situation fiscale ou s'il est indemnisé au titre de l'ARE-F ou de l'ASP (ou ASPARE). |
| CRDS (Contribution pour le remboursement de la dette sociale) | 0,50 % | 98,25 % de l'ARE ⁽²⁾ | Le taux de CSG peut être réduit à 3,80% du montant de l'ARE en fonction de la situation fiscale du DE, mais la CRDS reste due ⁽¹⁾ . |
| Participation (Retraite complémentaire) | 3% | Salaire journalier de référence | Seuil d'exonération du prélèvement de la retraite complémentaire : 29,26 €. |

⁽¹⁾ Exonération et taux réduit de CSG à 3,80 % :

Le DE est exonéré si son revenu fiscal de référence est inférieur aux plafonds suivants.

Il bénéficie du taux réduit à 3,80 % si son revenu fiscal de référence est compris entre les plafonds et plafonds exposés.

En cas d'application d'un taux réduit de CSG, la CRDS reste due.

| Quotient familial | Revenu fiscal de référence (avis d'imposition N) | |
|-------------------|--|----------------|
| | Plancher (en €) | Plafond (en €) |
| 1 part | 11 408 | 14 914 |
| 1,5 parts | 14 454 | 18 896 |
| 2 parts | 17 500 | 22 878 |
| 2,5 parts | 20 546 | 26 860 |
| 3 parts | 23 592 | 30 842 |
| 3,5 parts | 26 638 | 34 824 |
| 4 parts | 29 684 | 38 806 |

⁽²⁾ Abattement de 1,75% du revenu brut, dans la limite de 4 x le PASS ; 100% au-delà.

Cas particuliers :

- **Mayotte** : retenue supplémentaire de 2% sur l'ARE au titre du régime local d'assurance maladie (seuil d'exonération : 38 €) ;
- **Alsace-Moselle** : retenue supplémentaire de 1,5 % sur l'ARE au titre du régime local d'assurance maladie ; 1,20% pour les salariés agricoles.

3. Rémunération de formation Pôle emploi (RFPE, montants au 01/07/2018)

| Bénéficiaires (pour les formations d'une durée inférieure à un an) | Montants |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • DE justifiant d'une activité professionnelle salariée d'au moins : <ul style="list-style-type: none"> - 6 mois au cours d'une période de 12 mois - 12 mois au cours d'une période de 24 mois • Femme : <ul style="list-style-type: none"> - Divorcée, veuve, séparée judiciairement depuis moins de 3 ans - Seule enceinte ayant effectué la déclaration de grossesse et les examens prénataux prévus par la loi - Mère de famille ayant eu au moins 3 enfants - Personne veuve, divorcée, séparée, abandonnées ou célibataire qui assume seule la charge effective et permanente d'un ou plusieurs enfants résidant en France | 652,02 € /mois (ICCP incluse) |
| <ul style="list-style-type: none"> • Travailleur non salarié (à la différence du RPS, cette catégorie de bénéficiaire n'existe pas en RFPE: pour ces aides, Pôle emploi ne connaît que la population des DE inscrits) | S'agissant d'un DE au passé professionnel non salarié, il convient d'examiner sa situation à l'aune des autres catégories (travailleur handicapé, situation familiale spécifique, sans période d'activité suffisante : primo demandeur d'emploi, etc.). |
| <ul style="list-style-type: none"> • Personne reconnue travailleur handicapé (RQTH) justifiant d'une activité professionnelle d'au moins : <ul style="list-style-type: none"> - 6 mois au cours d'une période de 12 mois - OU 12 mois sur une période de 24 mois | Montant égal à la rémunération antérieure (dans la limite d'un plancher de 652,02 € et d'un plafond de 1932,52 € mensuels) |
| <ul style="list-style-type: none"> • Autre stagiaire reconnu travailleur handicapé | 652,02 € /mois |
| <ul style="list-style-type: none"> • Autres cas | De moins de 18 ans : 130,34 € /mois (ICCP incluse) |
| | Entre 18 et 20 ans : 310,39 € /mois (ICCP incluse) |
| | Entre 21 et 25 ans : 339,35 € /mois (ICCP incluse) |
| | A partir de 26 ans : 401,09 € /mois (ICCP incluse) |

| Bénéficiaires (pour les formations d'un à trois ans) | Montants |
|---|----------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • DE justifiant d'une période d'activité salariée ou non salariée antérieure d'au moins 3 ans DE n'ayant pas bénéficié de l'ARE depuis sa dernière rupture de contrat de travail | Montant équivalent à l'ARE |

4. Régime public de rémunération des stagiaires (RPS, montants au 01/07/2018)

| Bénéficiaires | Montants |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • DE justifiant d'une activité professionnelle salariée d'au moins : <ul style="list-style-type: none"> - 6 mois au cours d'une période de 12mois - 12 mois au cours d'une période de 24mois • Femme : <ul style="list-style-type: none"> - Divorcée, veuve, séparée judiciairement depuis moins de 3 ans - Seule enceinte ayant effectué la déclaration de grossesse et les examens prénataux prévus par la loi - Mère de famille ayant eu au moins 3 enfants <p>Personne veuve, divorcée, séparée, abandonnée ou célibataire qui assument seule la charge effective et permanente d'un ou plusieurs enfants résidant en France</p> | 652,02 € /mois (ICCP incluse) |
| <ul style="list-style-type: none"> • Travailleur non salarié ayant exercé une activité professionnelle durant 12 mois (dont 6 mois consécutifs) dans les 3 années qui précèdent l'entrée en stage | 708,59 € /mois |
| <ul style="list-style-type: none"> • Personne reconnue travailleur handicapé (RQTH) justifiant d'une activité professionnelle d'au moins : <ul style="list-style-type: none"> - 6 mois au cours d'une période de 12mois - OU 12 mois sur une période de 24mois • Autre stagiaire reconnu travailleur handicapé | <p>Montant égal à la rémunération antérieure (dans la limite d'un plancher de 644,17 € et d'un plafond de 1 932,52 € mensuels)</p> <p>652,02 € /mois</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> • Personne détenue dans un établissement pénitentiaire | 2,49 € / heure (ICCP incluse) |
| <ul style="list-style-type: none"> • Autres cas | <p>Entre 18 et 20 ans : 310,39 € /mois (ICCP incluse)</p> <p>Entre 21 et 25 ans : 339,35 € /mois (ICCP incluse)</p> <p>A partir de 26 ans : 401,09 € /mois (ICCP incluse)</p> |

A noter (RPS et RPFE) : Le DE reconnu travailleur handicapé et qui bénéficie de l'ARE dispose d'une option à l'entrée en formation entre le bénéfice du régime public de rémunération des stagiaires (RPS) - Rémunération de formation Pôle emploi (RPFE) **ou** le versement de l'ARE (pour plus d'information : mémo réglementaire n°149 – Droit d'option des travailleurs handicapés RFPE / RPS – ARE).

- En cas de stage à temps partiel, l'indemnité est proratisée.
- Ces montants ne tiennent pas compte des autres aides éventuelles, notamment régionales, mobilisables au profit du stagiaire.

5. Minima sociaux (montants au 01/04/2020)

| Minima social | Montants forfaitaires | | | Remarques |
|---|--|-----------------------|---------------|---|
| Revenu de solidarité active (RSA) Métropole, DOM (sauf Mayotte), Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin | Montant (selon nombre d'enfants) | Personne seule | Couple | Le montant de l'aide peut varier selon que le bénéficiaire est soit : <ul style="list-style-type: none"> • en situation d'isolement (déclaration de grossesse, naissance, chargé d'enfant, séparation, veuvage) • aidé au titre d'une aide au logement (ALF, ALS ou APL) |
| | 0 | 564,78 € | 847,17 € | |
| | 1 | 847,17 € | 1 016,60 € | |
| | 2 | 1 016,60 € | 1 186,03 € | |
| | Par enfant supplémentaire | + 225,91 € | + 225,91 € | |
| RSA à Mayotte | 50% du montant métropolitain | | | |
| Revenu de solidarité (RSO) DOM, Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin | 531,94 € /mois maximum <i>Plafonds de ressources du demandeur :</i> - Personne seule : 945,84 € - Couple : 1 486,32 € | | | Le revenu de solidarité est une allocation de remplacement versée jusqu'à la retraite du bénéficiaire. Pour le percevoir, il faut : <ul style="list-style-type: none"> • avoir bénéficié du RMI ou du RSA pendant deux ans sans interruption • s'engager à se retirer définitivement du marché de l'emploi. |
| Allocation de solidarité spécifique (ASS) | 16,89 € /jour | | | Plafonds de ressources : <ul style="list-style-type: none"> • 1 182, 30 € (personne seule) • 1 857, 90 € (couple) |
| ASS à Mayotte | 8,45 € /jour | | | Plafonds de ressources : <ul style="list-style-type: none"> • 591, 50 € (personne seule) • 929, 50 € (couple) |
| Allocation temporaire d'attente (ATA) – supprimée depuis le 1^{er} septembre 2017 | 11,90 € /jour | | | Plafonds de ressources : <ul style="list-style-type: none"> • 564,78 € (personne seule) • 847,17 € (couple) |
| Allocation équivalent retraite (AER) ⁽¹⁾ | Montant journalier ajusté selon les ressources : 36,50 € | | | Plafonds de ressources : <ul style="list-style-type: none"> • 1752 € (personne seule) • 2518,50 € (couple) |
| Prime transitoire de solidarité (PTS) ⁽²⁾ | Montant mensuel : 300 € | | | Peut être versée aux personnes âgées d'au moins 60 ans si demandée avant le 31/12/2017 |

⁽¹⁾ Remplacée par l'ATS (2011), puis par la PTS (2015). L'AER est cependant versée à ceux qui l'ont demandée avant le 31/12/2010.

⁽²⁾ La PTS n'est plus versée depuis le 01/01/2018, mais les bénéficiaires nés en 1954 ou 1955 continuent de la percevoir jusqu'à leur départ en retraite.

6. Personnes handicapées (montants au 01/04/2020)

| | Montants mensuels | Remarques |
|---|---|---|
| Allocation aux adultes handicapés (AAH) | 902,70 € | Plafonds de ressources : - Personnel seule : 10 832,40 € - Personne en couple : 19 606,64 € - Par enfant à charge : + 5 416,20 € |
| Complément à l'AAH ⁽¹⁾ | 179,31 € Majoration pour la vie autonome : 104,77 € | Vient s'ajouter à l'AAH, pour un montant total de : 902,70 + 179,31 = 1 082,01 € |
| Prestation de compensation du handicap | Taux maximum de prise en charge | 100 % (ressources ≤ 27 007,02 €) ----- 80 % (ressources > 27 007,02 €) |

(1) Le complément à l'AAH a été supprimé depuis le 01/12/2019. Toutefois, les anciens bénéficiaires pourront encore la percevoir pendant 10 ans, sous réserve de remplir les conditions d'éligibilité.

7. Aides à l'insertion par l'activité économique – IAE (montants au 01/01/2020)

| | Montant socle | Montant de la part modulée |
|---|--|---|
| Entreprises d'insertion | 10 646 € 8 035 € à Mayotte 6 388 € en milieu pénitentiaire | De 0% à 10% du montant socle en fonction du résultat atteint (en milieu pénitentiaire, 5% du montant socle) |
| Entreprises de travail temporaire d'insertion | 4 299 € 3 245 € à Mayotte | |
| Associations intermédiaires | 1 383 € 1 044 € à Mayotte | |
| Ateliers et chantiers d'insertion | 20 441 € 15 428 € à Mayotte 12 265 € en milieu pénitentiaire | |

8. Activité partielle (montants au 01/01/2021)

| | |
|--|--|
| Allocation d'activité partielle versée à l'entreprise par l'État | 60 % ⁽¹⁾ de la rémunération brute horaire pour chaque salarié dans la limite de 4,5 SMIC horaire 8,11 € au minimum par heure chômée et par salarié (7,09 € à Mayotte) |
|--|--|

(1) Le taux horaire de l'allocation d'activité partielle est fixé à 70 % notamment pour les employeurs des secteurs dits protégés relevant des annexes 1 et 2 du décret n°2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle et les établissements recevant du public et qui sont fermés sur décision administrative pour lutter contre la propagation de l'épidémie de covid19.

9. Assurance des créances des salariés – AGS (montants au 01/01/2021)

| Antériorité du contrat de travail par rapport à la date du jugement d'ouverture de la procédure collective | Montant maximum garanti (toutes créances confondues) |
|--|--|
| < 6 mois | 54 848 € <i>4 x plafond mensuel des contributions du régime d'assurance chômage</i> |
| >2ans ≥ 6 mois | 68 560 € <i>5 x plafond mensuel des contributions du régime d'assurance chômage</i> |
| ≥ 2 ans | 82 272 € <i>6 x plafond mensuel des contributions du régime d'assurance chômage</i> |

10. Barème des quotités saisissables ou cessibles des salaires (montants au 01/01/2021)

| Tranche de rémunération annuelle en € ⁽¹⁾ | Proportion saisissable du salaire |
|--|-----------------------------------|
| Inférieure ou égale à 3 870 | 1/20 |
| Supérieure à 3 870 et inférieure ou égale à 7 550 | 1/10 |
| Supérieure à 7 550 et inférieure ou égale à 11 250 | 1/5 |
| Supérieure à 11 250 et inférieure ou égale à 14 800 | 1/4 |
| Supérieure à 14 930 et inférieure ou égale à 18 610 | 1/3 |
| Supérieure à 18 610 et inférieure ou égale à 22 360 | 2/3 |
| Supérieure à 22 360 | Totalité |

(1) Les tranches sont augmentées de 1 490 €/an (+ 124,17 €/mois) par personne à charge du débiteur saisi ou du cédant, sur justificatif présenté par l'intéressé.

| BAREME MENSUEL | | | | |
|---------------------|--|--------------------------------|---|--------------------------------|
| Quotité saisissable | Tranche de rémunération en € | Fraction saisissable | Fraction saisissable cumulée théorique | Fraction insaisissable cumulée |
| 1/20 | 0 – 322,50 | 16,13 € | 16,13 € | 306,37 € |
| 1/10 | 322,50 – 629,17 | 30,67 € | 46,79 € | 582,38 € |
| 1/5 | 629,17 – 937,50 | 61,67 € | 108,46 € | 829,04 € |
| 1/4 | 937,50 – 1244,17 | 76,66 € | 185,13 € | 1 059,04 € |
| 1/3 | 1 244,17 – 1 550,83 | 102,22 € | 287,35 € | 1 263,48 € |
| 2/3 | 1 550,83 – 1 863,33 | 208,33 € | 495,68 € | 1 367,65 € |
| Totalité | 1 863,33 et au-delà | Totalité au-delà de 1 863,33 € | 495,68 € + totalité au-delà de 1 863,33 € | 1 367,65 € |
| Attention | + 124,17 € par mois par personne à charge du débiteur saisi ou du cédant, sur justificatif présenté par l'intéressé | | | |

| BAREME ANNUEL | | | | |
|---------------------|--|---------------------------------|--|--------------------------------|
| Quotité saisissable | Tranche de rémunération en € | Fraction saisissable | Fraction saisissable cumulée théorique | Fraction insaisissable cumulée |
| 1/20 | 0 – 3 870 | 193,50 € | 193,50 € | 3 676,45€ |
| 1/10 | 3 870,01 – 7 550 | 368 € | 561,49 € | 6 988,57 € |
| 1/5 | 7 550,01 – 11 250 | 740 € | 1 301,53 € | 9 948,49 € |
| 1/4 | 11 250,01 – 14 930 | 919,93 € | 2 221,56 € | 12 708,48 € |
| 1/3 | 14 930,01 – 18 610 | 1 226,65 € | 3 448,2 € | 15 161,77 € |
| 2/3 | 18 610,01 – 22 360 | 2 499,97 € | 5 948,17 € | 16 411,8 € |
| Totalité | 22 360,01 et au-delà | Totalité au-delà de 22 360,01 € | 5 948,17 € + totalité au-delà de 22 360,01 € | 16 411,8 € |
| Attention | + 1490 € par an par personne à charge du débiteur saisi ou du cédant, sur justificatif présenté par l'intéressé | | | |

Limite : les prélèvements effectués sur le salaire ne peuvent s'exercer que dans la limite d'une somme égale au montant forfaitaire du revenu de solidarité active (RSA) fixé pour un foyer composé d'une personne seule (soit 559,74 €), l'individu devant être assuré de conserver un minimum vital.

11. Rémunération des contrats de professionnalisation et d'apprentissage (montants au 01/01/2021)

Contrat de professionnalisation

| Rémunération | De base minimum | De base majorée |
|-----------------------------|---|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> Titulaires d'un titre ou diplôme non professionnel de niveau bac Titulaires d'un titre ou diplôme professionnel inférieur au bac | Titulaires d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle égal ou supérieur au niveau bac |
| Moins de 21 ans | 55 % du SMIC (855,02 €) | 65 % du SMIC (1 010,48 €) |
| De 21 ans à moins de 26 ans | 70 % du SMIC (1 088,21 €) | 80 % du SMIC (1 243,66 €) |
| 26 ans et plus | SMIC (1 554,58 €) <u>OU</u> 85 % de la rémunération minimale conventionnelle ordinaire | |

Note : les sommes sont calculées sur la base d'un SMIC brut à temps plein (35 heures).

Contrat d'apprentissage

| Rémunération | 1 ^{ère} année | 2 ^{ème} année | 3 ^{ème} année |
|----------------|---|---|---|
| Avant 18 ans | 27 % du SMIC (419,74 €) | 39 % du SMIC (606,29 €) | 55 % du SMIC (855,02 €) |
| De 18 à 20 ans | 43 % du SMIC (668,47 €) | 51 % du SMIC (792,84 €) | 67 % du SMIC (1041,57 €) |
| De 21 à 25 ans | 53 % du SMIC (823,93 €) | 61 % du SMIC (948,29 €) | 78 % du SMIC (1 212,57 €) |
| 26 ans et plus | 100 % du SMIC ou, s'il est supérieur, du salaire minimum conventionnel correspondant à l'emploi occupé pendant l'exécution du contrat d'apprentissage | 100 % du SMIC ou, s'il est supérieur, du salaire minimum conventionnel correspondant à l'emploi occupé pendant l'exécution du contrat d'apprentissage | 100 % du SMIC ou, s'il est supérieur, du salaire minimum conventionnel correspondant à l'emploi occupé pendant l'exécution du contrat d'apprentissage |

Note : Les sommes sont calculées sur la base d'un SMIC brut à temps plein (35 heures). Les montants des rémunérations sont majorés, entre deux tranches d'âge, à compter du premier jour du mois suivant le jour où l'apprenti atteint 18 ou 21 ans ou 26 ans (art. D.6222-31 du Code du travail).